

(For English version, see below)

COLLOQUE DROIT ET SOCIÉTÉ DE L'UNIVERSITÉ CONCORDIA

***Famille et justice dans les archives***  
**Perspectives transnationales sur les histoires de l'intimité**

**Université Concordia, Montréal, Québec, Canada**  
**6 et 7 mai 2019**

**APPEL À COMMUNICATIONS**

Le colloque *Famille et justice dans les archives* réunira historiens, juristes et chercheurs en sciences sociales afin de dialoguer à propos des défis et opportunités que présentent les archives judiciaires au moment d'explorer les formes changeantes des intimités familiales. Ces intimités avaient des assises et lieux d'expression multiples: la lignée, le patrimoine, le cercle familial, la maisonnée et la chambre à coucher; elles étaient rares ou quotidiennes, matérielles ou émotives, tout en étant invariablement liées aux hiérarchies sociales, genrées et générationnelles. Ce sont les traces écrites engendrées par des sites juridiques de régulation sociale – des études des notaires aux législatures, en passant par les tribunaux civils et criminels – qui permettent d'aborder ces objets, cela des années, des générations et même des siècles plus tard. Nous profiterons ainsi de ce colloque pour réfléchir collectivement aux manières dont les chercheurs dévoilent et recréent, tout à la fois, les différents récits de l'intimité issus de ces lieux et processus de régulation sociale, dans le but de développer de nouvelles perspectives dans l'étude de la famille, du genre, des rapports sociaux de sexe, du pouvoir, de la culture, de l'identité et de la vie quotidienne à travers les âges et au-delà des ensembles nationaux.

Ce colloque de deux jours cherchera donc à établir un échange transnational sur les familles, le droit, la justice et les archives. Les organisateurs explorent depuis quelques années les riches archives judiciaires du Québec, à la lumière des questions suivantes: de quelle façon le système judiciaire reconduisait des conceptions hégémoniques de la classe, de la race, de l'ethnicité et du genre? Dans quelles circonstances des conflits familiaux au sujet de la propriété, de l'honneur et de la réputation franchissaient le seuil de l'appareil judiciaire et se transformaient en objets de procédure? Quel degré de violence intrafamiliale était toléré et qu'est-ce qui déterminait les autorités étatiques à intervenir ou à s'en abstenir? De quelle manière un ensemble particulier de normes juridiques et culturelles reflétaient-elles des attentes sociétales quant à la respectabilité des conduites masculines et féminines, en particulier dans les arènes de la sexualité, des fréquentations, de la formation des ménages et des identités sexuées? À quel point les décisions prises par les tribunaux en ces matières pouvaient diverger des règles formelles de droit pour s'adapter à différents contextes locaux? Est-ce que certains plaideurs ont réussi à manœuvrer, à manipuler la loi ou même à influencer son cours et son contenu par le biais de leur présence en justice? Enfin, quel fut le sort des individus qui ont franchi les frontières de l'acceptable et du respectable en raison de comportements jugés transgressifs, déviant ou criminels?

*Familles et justice dans les archives* sera l'occasion d'approfondir et de dépasser ces interrogations au profit d'un large éventail de périodes, de lieux, de cultures et de systèmes juridiques. Les conférencières et les conférenciers sont invités à montrer en quoi les histoires de l'intimité - intimités sexuelles, émotionnelles, domestiques et autres – sont dévoilées et construites par les archives judiciaires dont ils font usage. Nous espérons susciter un dialogue interpellant une vaste gamme de contextes historiques et géographiques: sociétés contemporaines ou d'Ancien Régime, sociétés autochtones, coloniales ou métropolitaines. Une attention particulière sera accordée aux communautés qui, comme le Québec, ont expérimenté un fort pluralisme juridique. Sont les bienvenues les propositions de communication abordant toutes ces questions et des objets tels que l'adoption, la bigamie, la garde des enfants, le divorce, les séparations, la violence domestique, l'honneur familial, les devoirs filiaux, les successions, la justice des mineurs, les obligations conjugales, l'autorité parentale, la reproduction, la diversité sexuelle, la violence sexuée et les rapports dans les fratries, pour n'en nommer que quelques-uns.

*Familles et justice dans les archives* inaugurera la nouvelle série des colloques biennaux Droit et société de l'Université Concordia et l'événement sera présenté en partenariat avec le Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIEQ, Université du Québec à Trois-Rivières et Université Laval) et le Centre d'histoire des régulations sociales (CHRS, Université du Québec à Montréal). Le comité scientifique est coprésidé par les professeurs Eric Reiter et Peter Gossage du département d'histoire de l'Université Concordia (Montréal, Québec, Canada). Toutes les propositions de communication doivent inclure un résumé de 250 mots ainsi qu'un *curriculum vitae* d'une page (ou une brève biographie) et être envoyées à [LAWS.Symposium@Concordia.ca](mailto:LAWS.Symposium@Concordia.ca) le **31 mai 2018** au plus tard.

.....

CONCORDIA UNIVERSITY LAW AND SOCIETY SYMPOSIUM

***Family and Justice in the Archives***  
**Histories of Intimacy in Transnational Perspective**

**Concordia University, Montreal, Quebec, Canada**  
**6-7 May 2019**

**CALL FOR PAPERS**

*Family and Justice in the Archives* will bring together historians, legal scholars, and others for a discussion about the challenges and opportunities offered by the use of legal records for exploring the intimate worlds of family life. The intimacies that interest us were located initially in the private spaces of lineage, estate, family, household, and bedroom; they are both dramatic and quotidian, material and emotional, and invariably tied up in gendered and generational hierarchies of power and privilege. At the same time, they are made accessible – years, generations, or centuries later – through the written traces left by public proceedings that occurred in legally sanctioned spaces of social regulation, from the notary's office to the criminal or civil courtroom to the legislative

arena. We are especially interested in the ways in which historians and other scholars have been unpacking the stories of intimacy revealed in processes of legal regulation to develop rich new insights about family, gender, sex, power, culture, identity, and daily life throughout history and across the planet.

Through this two-day symposium, we seek to encourage transnational conversations about families, the law, and the archives. The conveners have been exploring Quebec's rich judicial archives with the following questions in mind: How did the judicial system transmit and reinforce hegemonic notions of class, race, ethnicity, and gender? How, when, and why did family disputes over property, honour, rights, or reputation cross the judicial threshold to become the object of court proceedings? What levels of intra-familial violence were tolerated and at what point were state authorities called upon to intervene? How did a particular blend of legal codes and cultures reflect the society's wider assumptions about acceptable and respectable conduct for women and men, especially in the area of sexuality, courtship, family formation, and sexual identity? How and when did judicial rulings and court proceedings diverge from legal code or custom in response to local circumstances? Did some litigants manage to manoeuvre, manipulate, challenge, or even change the law through their encounters with the judicial apparatus? And what happened when individuals crossed the boundaries of the acceptable and respectable into transgressive, deviant, or criminalized behaviour?

*Family and Justice in the Archives* seeks to broaden those discussions radically outwards towards a wide range of times, places, cultures, and legal systems. Participants are invited to present work on how stories of intimacy – sexual, emotional, domestic, or otherwise – are revealed in and shaped by the legal archives they use. We hope to foster discussion of these questions across as broad a range of historical and geographical contexts as possible, pre-modern and modern, settler-colonial and Indigenous, with special attention to situations (like Quebec) where some form of legal pluralism prevailed. We welcome proposals for papers that engage with these questions and on a wide range of topics that may include adoption, bigamy, child custody, divorce and separation, domestic violence, family honour, filial duty, inheritance, juvenile justice, marital obligations, parental authority, reproductive rights, sexual diversity, sexual violence, and sibling relationships, to name just these few.

*Family and Justice in the Archives* will inaugurate a new, biennial CONCORDIA UNIVERSITY LAW AND SOCIETY SYMPOSIUM series and is presented in partnership with the Centre interuniversitaire d'études québécoises (Université Laval/Université du Québec à Trois-Rivières) and the Centre d'histoire des régulations sociales (Université du Québec à Montréal). The program committee is co-chaired by Professors Eric Reiter and Peter Gossage in the Department of History at Concordia University in Montreal, Quebec, Canada. Those interested in participating are invited to please send a 250-word abstract and a one-page *curriculum vitae* (or brief author biography) to [LAWS.Symposium@Concordia.ca](mailto:LAWS.Symposium@Concordia.ca) by **31 May 2018**.